

## Proposition de loi

### LOI L/ ...../AN/2015 PORTANT PROTECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CONTRE LES OFFENSES, INJURES ET CALOMNIES

#### L'Assemblée Nationale

Après en avoir délibéré, a adopté,

- Le Président de la République Promulgue la Loi dont la teneur suit :

#### TITRE I - DEFINITIONS

Article 1<sup>er</sup> - Au sens de la présente loi, on entend par :

- 1° - **Offense** : Les paroles ou les actions qui blessent quelqu'un dans sa dignité, dans son honneur ; les outrages commis publiquement envers le Président de la République, un chef d'Etat ou de gouvernement étranger ou un agent diplomatique d'un autre Etat étranger et qui constitue des délits.
- 2° - **Diffamation** : Allégation ou imputation qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé.
- 3° - **Injure** : Du latin injuria, ce qui cause du tort ; parole qui blessent d'une manière grave et consciente ; insulte ; invective, expression outrageante ou méprisante qui ne renferme l'imputation d'aucun fait précis, constituant un délit.
- 4° - **Calomnie** : Les fausses accusations qui blessent l'honneur, la réputation.

#### TITRE II – DISPOSITIONS GENERALES :

Article 2 - La présente loi envisage la mise en œuvre des dispositions de l'article 37 de la constitution, relatives à la protection du Président de la République contre les offenses, les injures et les calomnies.

#### TITRE III – DE L'OFFENSE, DE LA DIFFAMATIONS, DES INJURES ET DES CALOMNIES CONTRE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, LES CHEFS D'ETAT OU DE GOUVERNEMENT ETRANGERS, LES MINISTRES, AMBASSADEURS OU



## AUTRES AGENTS DIPLOMATIQUES ACCREDITES PRES LE GOUVERNEMENT GUINEEN.

### CHAPITRE I - DE L'OFFENSE

**Article 3 - Quiconque**, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des réunions ou lieux publics, soit par des écrits des imprimés, dessins, gravures, graffitis, caricatures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit de la parole ou de l'images, vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des réunions ou lieux publics, soit encore par des placards ou affiches exposés aux regards du public, **aura offensé la personne du chef de l'Etat**, sera puni d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende de 200.000 à 2.000.000 de francs guinéens ou de l'une de ces deux peines seulement.

**Article 4 -** Par l'un des moyens énoncés à l'article 3 ci-dessus, ceux qui offensent le Président de la République ou en cas de vacance, la personne qui détient tout ou partie de ses prérogatives, seront punis d'une amende de 1 000.000 GNF à 5.000.000 GNF.

Les mêmes peines sont applicables à ceux qui offensent les chefs d'Etat et de gouvernement étrangers, aussi bien quand ils se trouvent en Guinée que dans leurs pays.

Toutefois, il ne peut y avoir de poursuite dans ce cas que sur la plainte de la personne offensée.

L'offense par l'un des moyens énoncés à l'article 3, envers les ministres des gouvernements étrangers, les ambassadeurs ou autres agents diplomatiques accrédités près du gouvernement guinéen, sera punie d'un emprisonnement d'un (1) mois à un (1) an et d'une amende de 500.000 GNF à 1.000.000 GNF.

**Article 5 -** Toute communication par quelque moyen que ce soit, de fausses nouvelles, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, lorsque faite de mauvaise foi, elle aura troublé l'ordre public ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d'un emprisonnement six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 200.000 GNF à 5.000.000GNF ou de l'une de ces deux peines seulement.



Lorsque la publication, la diffusion ou la reproduction, faite de mauvaise foi, est de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées ou à entraver l'effort de guerre de la Nation, une peine d'emprisonnement d'un (1) mois à cinq (5) ans et une amende de 5.000.000 GNF à 10.000.000 GNF seront infligées à l'auteur.

## **CHAPITRE II- DE LA DIFFAMATION ET DE L'INJURE**

### **Section 1 – de la diffamation**

**Article 6** - Toute allégation ou imputation qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation.

La publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable, même si elle est faite de manière dubitative ou si elle vise l'une des personnes citées aux articles 3 et 4 de la présente loi, non expressément nommées mais dont l'identification est rendue possible par les termes des discours publics, des produits audiovisuels, des informations écrits ou imprimés, placards ou affiches incriminés.

### **Section 2 – de l'injure**

**Article 7** - Toute expression outrageante, tout terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure.

L'injure publique, par l'un des moyens énoncés à l'article 3 de la présente loi, envers les personnes prévues par les articles 4 et 5 ci-dessus, est punie de seize (16) jours à six (6) mois d'emprisonnement et d'une amende de 500.000 GNF à 2.000.000 GNF.

Si les injures publiques ont été commises par l'un des moyens énoncés à l'article 3 envers l'une des personnes visée aux articles 3 et 4, à raison de leur origine ou de leur appartenance à une nation, une race ou une religion, la peine d'emprisonnement sera celle prévue à l'alinéa ci-dessus et l'amende sera portée de 10.000.000 GNF à 20.000.000 GNF.



**Article 8** - Par publication au sens des dispositions de l'article **122** de la loi L/2010/002/CNT du 22 juin 2010 sur la liberté de la presse, il faut comprendre également la communication de dossier ou de document.

### **CHAPITRE III – DES INFRACTIONS COMMISES PAR VOIE DE PRESSE**

**Article 9** - Les infractions prévues par la présente loi et commises par voie de presse sont punies suivant les procédures prévues en la matière par la loi L/02/CNT/2010 du 22 juin 2010 portant liberté de la presse.

En cas de récidive par un organe de presse, la peine applicable sera celle prévue par les dispositions de la loi sur la liberté de la presse.

Il en est de même des médias audiovisuels pour leurs programmes incriminés.

### **CHAPITRE IV – DES INFRACTIONS COMMISES PAR LES PERSONNES JOUISSANT DE L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE OU DIPLOMATIQUE**

#### **Section 1<sup>ère</sup> - des personnes jouissant de l'immunité Parlementaire**

**Article 10** - Le principe de l'irresponsabilité couvre le parlementaire à raison des actes accomplis dans le cadre de son mandat : « **aucun membre du parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions** » et concerne les actes directement rattachés à l'exercice du mandat, à l'exclusion de ceux qui en sont détachables.

Il impose au parlementaire en contre partie le « **devoir de réserve** » et ne protège pas les activités extérieures, telles que les discours en réunions publique ou les articles de presse auxquels le droit commun s'applique.

#### **Paragraphe 1 - Des poursuites**

**Article 11** - La procédure de poursuite, l'arrestation ou toute autre mesure privative ou restrictive de liberté prise à l'encontre d'un parlementaire doit faire, à peine de nullité, l'objet d'une demande d'autorisation formulée par le Procureur Général près la Cour d'Appel compétente et transmise par le garde des sceaux, Ministre de la justice, au Président de l'Assemblée Nationale.



**Article 12** – Les demandes du Procureur Général doivent préciser :

1° - Les mesures d'arrestation ou les mesures restrictives ou privatives de liberté dont l'autorisation est sollicitée, autrement dit les mesures envisagées ;

2° - Les motifs de ces mesures.

**Article 13** – L'autorisation donnée par le Bureau de l'Assemblée ne vaut que pour les faits ou les motifs mentionnés dans la demande.

**Paragraphe 2 – de la répression.**

**Article 14** – La répression des infractions prévues par la présente loi et commises par un parlementaire est régie par le droit commun.

**Section 2 – Des personnes jouissant de l'immunité diplomatique**

**Article 15** - La poursuite des personnes vivant en Guinée ou en dehors du territoire guinéen, jouissant de l'immunité diplomatique et mises en cause pour les infractions spécifiées par la présente loi, sera engagée par voie diplomatique.

Les demandes formulées en la matière par l'Etat guinéen seront introduites par l'organe du Ministère guinéen des Affaires étrangères, auprès des Autorités compétentes de l'Etat dont est ressortissant le diplomatique concerné.

**Article 16** - Que les infractions prévues par la présente loi aient été commises en République de Guinée ou ailleurs, contre le Président de la République de Guinée ou une des personnes visées aux articles 3 et 4 ci-dessus, le pays étranger qui, sur son territoire, poursuit son diplomate mis en cause, avisera l'Etat guinéen par voie diplomatique, des actes de procédure, des mesures envisagées, ainsi que de la sentence prononcée au terme du procès intenté, de même que toute mesure prise pour la circonstance.

**Article 17** - Le diplomate étranger mis en cause, dont l'immunité aura été levée dans son pays et qui choisit l'option de comparaître devant les juridictions guinéennes compétentes, sera jugé conformément aux lois guinéennes.



**Article 18** – Tout diplomate guinéen mis en cause pour les infractions similaires à celles prévues par la présente loi, commises à l'étranger envers les personnes des catégories visées aux articles 3 et 4 ci-dessus, sera poursuivi conformément aux lois guinéennes.

Toutefois, les options de juridictions, telles que celles prévues à l'article 17 ci-dessus pour les diplomates étrangers retenus dans les liens de la poursuite pour violation de la présente loi, lui sont également garanties s'il souhaite être jugé à l'étranger.

#### **TITRE IV - DE LA PUBLICATION DES DECISIONS RENDUES**

**Article 19** - Les décisions de justice prononcées en matière d'offense, de calomnie, de diffamation ou d'injures visant les personnes protégées par la présente loi, notamment le Président de la République, sont publiées par toutes les voies autorisées par les lois et règlement en vigueur en République de Guinée et dans tout pays étranger dont le citoyen ou le diplomate aura été poursuivi pour ces faits.

**Article 20** - Les souscriptions publiques ouvertes aux fins de payer les amendes, frais et dommages et intérêts prononcés par des décisions judiciaires en matière de protection du Président de la République et des personnes protégées par la présente loi, sont interdites sur toute l'étendue du territoire guinéen sous peine d'une amende de 500.000 GNF à 2.000.000GNF.

#### **TITRE V - DISPOSITIONS FINALES**

**Article 21** - La Présente loi qui sera enregistrée et publiée au Journal Officiel, sera exécutée comme loi de l'Etat Guinéen./


Conakry, le

2015



**REPUBLIQUE DE GUINEE**

**TRAVAIL-JUSTICE-SOLIDARITE**



30/05/2015  
S

**PROJET DE LOI SUR LE MAINTIEN  
DE L'ORDRE PUBLIC**

**MAI 2015**



Loi L...../2015/AN Portant maintien de l'ordre public en République de Guinée

- Vu la constitution
- L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, adopte la loi dont la teneur suit

## **DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier :** La présente Loi a pour objet de définir les règles applicables aux opérations du maintien de l'ordre public en République de Guinée.

**Article 2 :** Au sens de la présente Loi, le maintien de l'ordre public est l'ensemble des mesures visant à prévenir les atteintes à l'ordre public et à le rétablir lorsqu'il est troublé.

Le maintien de l'ordre public a pour objet de garantir les conditions d'une vie paisible des groupes et des individus, tout en conciliant l'expression de leurs droits avec le respect des intérêts de l'Etat.

Le maintien de l'ordre public, en fonction de son intensité, recouvre deux natures d'engagement différentes :

- le maintien de l'ordre correspondant à un engagement de faible intensité, vise à sauvegarder un ordre déjà établi ;
- le rétablissement de l'ordre correspondant à un engagement de moyenne ou haute intensité, visant à faire cesser les troubles à l'ordre public dans un environnement dégradé.

**Article 3 :** Le Maintien de l'ordre public est assuré par les forces de sécurité qui sont instituées pour préserver la sécurité publique, veiller à l'exécution des lois et règlements, protéger les institutions, l'environnement, les personnes et leurs biens.

En temps de paix le maintien de l'ordre public est une mission de Police. Les forces de défense et les forces de Sécurité collaborent en matière d'échanges de renseignements, de formation du personnel, de missions de Police et de préparation à la mobilisation.

En temps de crises et de troubles à l'ordre public, la sécurité des personnes et de leurs biens relève de la Police et le cas échéant de la Gendarmerie au deuxième degré. Dans de circonstances exceptionnelles et sur réquisition du Président de la République, les forces armées peuvent intervenir en dernier ressort pour



appuyer les forces de sécurité pour une période limitée dans le temps conformément aux dispositions de l'article 90 de la constitution.

**Article 4 :** Les mesures préventives concernent l'ensemble des dispositions réglementaires à prendre par l'autorité administrative dans le cadre d'une manifestation notamment les prises de contacts avec les organisateurs, la protection et la sécurisation de l'itinéraire et l'information des usagers de la voie publique.

L'action préventive se manifeste par la protection des personnes et des biens, des libertés individuelles et collectives, l'information du public et le renseignement aux autorités compétentes.

**Article 5 :** L'action répressive est le complément de l'action préventive. Elle se manifeste par l'intervention active en tous lieux où l'ordre public est troublé et toutes les fois qu'une violation des lois et règlements, est constatée.

Les actions d'intervention résident dans le déploiement de la force publique selon des dispositifs et des techniques spécifiques destinées à contrôler, maintenir, filtrer ou interdire momentanément la liberté de mouvement des personnes dans des espaces déterminés.

En cas de nécessité absolue, ces actions peuvent aller jusqu'à l'emploi de la force avec ou sans usage des armes, conformément à la loi. L'emploi de la force s'exerce dans le cadre strict des dispositions légales et réglementaires qui le régissent.

La force déployée doit être proportionnée au trouble à faire cesser ; elle doit être désengagée lorsque celui-ci a pris fin.



**TITRE I**  
**DES PRINCIPES FONDAMENTAUX ET DE L'ORGANISATION**  
**GENERALE DU MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC**

**CHAPITRE PREMIER:**  
**DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU MAINTIEN DE L'ORDRE**  
**PUBLIC.**

**SECTION 1 : DU POUVOIR DES AUTORITES RESPONSABLES**

**Article 6 :** Le maintien de l'ordre relève de l'autorité civile qui exerce ses attributions sous la responsabilité du Ministre en charge de l'administration du territoire.

Le Ministre en charge de la sécurité est responsable de l'organisation et de l'exécution des missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public.

Toutefois, le maintien de l'ordre public relève :

- du président de l'Assemblée Nationale dans les lieux où elle tient session ;
- de l'autorité militaire dans les installations et les établissements militaires ;
- de l'autorité judiciaire dans les enceintes des juridictions.

**Article 7 :** Les forces de sécurité ne peuvent être mises en mouvement par l'autorité civile qu'en vertu d'une demande de concours ou d'une réquisition.

L'autorité civile peut confier les missions de maintien de l'ordre aux forces territoriales ou Unités d'intervention de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

L'autorité civile qui envisage l'emploi des unités d'intervention procède à une appréciation rigoureuse des besoins en rapport avec les responsables territoriaux de la police et de la gendarmerie.

Sauf nécessité impérieuse liée à l'urgence du maintien ou du rétablissement de l'ordre, l'autorité civile exprime ses besoins suffisamment à l'avance, afin de permettre la coordination des demandes et de disposer des délais indispensables à la bonne préparation opérationnelle et matérielle de leur intervention.

L'autorité civile ne doit pas maintenir à sa disposition les unités d'intervention au-delà du temps nécessaire afin de ne pas obérer leur disponibilité.



**Article 8 :** Les forces de sécurité sont seules responsables de l'exécution des demandes de concours ou des réquisitions.

**Article 9 :** Les forces de sécurité doivent se limiter strictement à la mission définie par la demande de concours ou la réquisition.

## **SECTION 2 : DES DEMANDES DE CONCOURS DES FORCES DE POLICE**

**Article 10:** La demande de concours se définit comme l'acte par lequel l'autorité civile demande au commandement des forces de police de prêter leur concours afin de maintenir ou de rétablir l'ordre public.

Les demandes de concours adressées par l'autorité civile aux commandements des forces de police sont présentées généralement par écrit. Si elles sont faites verbalement, elles doivent être confirmées par écrit dans les meilleurs délais.

**Article 11 :** L'autorité civile dans sa demande de concours fixe le but à atteindre et le commandant des forces de police reste responsable des moyens à mettre en œuvre en tenant compte des indications de l'autorité civile quant aux effectifs et la nature des forces à employer.

Lorsque les moyens nécessaires pour exécuter la demande de concours dépassent les possibilités de l'unité visée, il est rendu compte à l'échelon supérieur.

**Article 12:** Les demandes de concours visent tous les cas entrant expressément dans les attributions des forces de police.

**Article 13 :** En cas d'urgence signalée par l'autorité, il appartient au commandant des forces de police, sauf abus ou illégalité flagrante, de s'exécuter et de rendre compte immédiatement à son supérieur hiérarchique.

**Article 14 :** Un arrêté du ministre en charge de l'administration du territoire définira les formulaires de demande de concours.

## **SECTION 3 : DES REQUISITIONS DES FORCES DE GENDARMERIE**

**Article 15 :** La réquisition se définit comme l'acte par lequel l'autorité civile demande au commandement des forces de gendarmerie de « prêter leur concours afin de maintenir et/ou rétablir l'ordre ». Elle est l'une des traductions du principe de subordination du commandement des forces de gendarmerie à l'autorité civile.



Elle se traduit par une demande écrite de mise en œuvre des effectifs, adressée au commandement des forces de gendarmerie par une autorité civile.

**Article 16 :** L'autorité civile fixe le but à atteindre dans ses réquisitions et le commandant des forces de gendarmerie est responsable des moyens à mettre en œuvre en tenant compte des indications de l'autorité civile quant aux effectifs et à la nature des forces à employer.

Lorsque les moyens nécessaires pour exécuter la réquisition dépassent les possibilités de l'unité visée, il est rendu compte à l'échelon supérieur.

**Article 17 :** les réquisitions doivent énoncer la loi qui les autorise, le motif, l'ordre et le jugement ou l'acte administratif en vertu duquel elles sont faites.

**Article 18 :** Les réquisitions adressées aux commandements des forces de gendarmerie sont classées en trois catégories :

1- la réquisition générale vise à obtenir du commandement des forces de gendarmerie un ensemble de moyens en vue de leur utilisation pour le maintien de l'ordre ;

2- la réquisition particulière vise à confier à une unité de la gendarmerie, l'exécution d'une mission précise et délimitée. Elle permet l'emploi de la force mais ne comporte pas l'usage des armes;

3- la réquisition complémentaire spéciale accompagne ou fait suite à une réquisition particulière et autorise l'usage des armes conformément à l'Article 40 de la présente Loi.

Dans tous les cas, l'autorité requérante peut toujours substituer une réquisition nouvelle à la réquisition initiale.

**Article 19 :** un arrêté du ministre en charge de l'administration du territoire définira les formulaires de réquisition.

**Article 20 :** Dans les cas urgents, les autorités administratives et judiciaires peuvent employer exceptionnellement la radio ou tout autre moyen de communication pour requérir les forces de gendarmerie. Dans ce cas, il est mentionné dans le message que cette réquisition va être immédiatement suivie de la réquisition écrite.



**Article 21** : Tant que dure l'effet de la réquisition, les commandants des forces de gendarmerie responsables de son exécution restent seuls juges des moyens à placer organiquement sous leur commandement.

## **SECTION 4 : DE L'EXECUTION DES DEMANDES DE CONCOURS ET DES REQUISITIONS**

**Article 22** : Une demande de concours ou une réquisition ne peut être donnée que dans la juridiction territoriale de celui qui la délivre et exécutée par les commandants des forces de sécurité demandées ou requises. . Cette demande de concours ou réquisition vise à mettre en mouvement des forces dont l'autorité civile ne dispose pas directement et auxquelles elle fixe un but à atteindre. Autrement dit, « à l'autorité civile - la décision ; aux commandements des forces de sécurité- l'exécution ».

**Article 23** : Lorsque les forces de sécurité sont légalement demandées ou requises par l'autorité civile dans l'exécution d'un acte, elles doivent être nécessairement employées en présence de cette autorité ou de son représentant.

**Article 24** : La responsabilité pénale et disciplinaire du commandant des forces de sécurité est engagée selon les dispositions légales et réglementaires lorsqu'il refuse d'exécuter une demande de concours ou une réquisition légale ou lorsqu'il exécute une demande ou une réquisition illégale.

**Article 25** : Les moyens financiers nécessaires pour le maintien de l'ordre public sont inscrits, chaque année, sur une ligne du budget sectoriel du ministère en charge de l'administration du territoire pour couvrir les besoins des forces de sécurité engagées.

## **CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION GENERALE DU MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC**

### **SECTION 1 : DE L'ORGANISATION DES FORCES DE SECURITE**

**Article 26** : Les forces de sécurité sont composées comme suit :  
- Les unités de Police ;  
- Les unités de Gendarmerie.



**Article 27:** Dans le cadre du maintien de l'ordre public les forces de sécurité et de défense sont classées en trois (03) ordres d'interventions qui sont :

- Forces de première intervention constituées de la Police nationale
- Forces de deuxième intervention constituées de la Gendarmerie,
- Forces de troisième intervention constituées des armées.

## **SECTION 2 : DES AUTORITES HABILITEES A DEMANDER CONCOURS OU A REQUERIR**

**Article 28:** Les autorités habilités à demander le concours ou à requérir des forces de sécurité et de défense pour le maintien de l'ordre sont classées dans l'ordre suivant :

- les maires ; ??
- les sous-préfets,
- les préfets ;
- les Gouverneurs ;
- le Ministre en charge de l'administration du territoire ;
- le Président de la république

## **SECTION 3 : LES ATTRIBUTIONS DES DIFFERENTES AUTORITES**

**Article 29 :** L'autorité civile fixe la mission, les objectifs à atteindre, la conduite générale à tenir et conserve le rôle du développement des mesures correspondantes mises en œuvre.

En fonction de l'évolution de la situation, l'autorité civile peut modifier ou suspendre ces mesures. Elle peut décider seule de l'emploi de la force, hormis le cas prévu par l'article 36 ci-dessous.

Dès que les unités sont désignées, l'autorité civile associe leurs commandants à toutes les réunions préparatoires de l'opération.

**Article 30 :** Les commandants des unités désignées répartissent les missions entre les différentes forces d'intervention en tenant compte de leur organisation, formation et équipement.

Les missions confiées aux différentes catégories de forces doivent être complémentaires et distinctes.

**Article 31 :** Les unités des forces d'intervention demeurent en permanence sous les ordres de leurs chefs. L'autorité civile ne s'immisce pas dans leur mise en œuvre tactique.



Les commandants des unités engagées ne sont responsables de l'exécution des missions reçues que devant l'autorité civile d'emploi.

Les interventions des forces mobiles doivent s'effectuer en appliquant les moyens et procédés réglementaires.

**Article32 :** Pour l'exécution d'une opération du maintien de l'ordre, le fractionnement des forces de police et de gendarmerie est proscrit.

Au cours du service, une liaison étroite doit être maintenue entre l'autorité civile et le ou les commandants des forces désignées.

## **TITRE II : DE L'USAGE DE LA FORCE**

### **CHAPITRE PREMIER : DE L'USAGE DE LA FORCE SANS ARME**

#### **SECTION 1 : DE L'USAGE DE LA FORCE AVEC FORMALITES PREALABLES**

**Article33 :** Dans certaines circonstances, la force peut être employée sans que des violences aient été exercées contre les forces de sécurité. Il s'agit en général de la dispersion d'attroupements qui nécessite la présence sur les lieux de l'autorité civile responsable, seule habilitée à décider de l'emploi de la force après sommation.

**Article34 :** Conformément aux dispositions du Code Pénal, est interdit sur la voie publique ou dans un lieu public :

1 – tout attroupement armé ;

2 – tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique.

L'attroupement est armé si l'un des individus qui le compose est porteur d'une arme apparente ou si plusieurs d'entre eux sont porteurs d'armes cachées ou d'objets quelconques, apparents ou cachés ayant servi d'armes ou apportés en vue de servir d'armes.

Les représentants de la force publique appelés en vue de disperser un attroupement ou appeler pour assurer l'exécution de la loi, d'un jugement ou d'un mandat de justice peuvent faire usage de la force si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux ou s'ils ne peuvent défendre autrement les terrains qu'ils occupent ou les postes ou les personnes dont la garde leur est confiée.



Dans tous les autres cas, l'attroupement est dispersé par la force après que le Gouverneur, le Préfet, le Sous-préfet, le Maire ou l'un de ses adjoints, un commissaire de police ou tout autre officier de police judiciaire porteur des insignes de sa fonction :

- 1 – annonce sa présence par un signal sonore ou lumineux de nature à avertir efficacement les individus formant l'attroupement ;
- 2 – somme les participants à l'attroupement de se disperser, à l'aide d'un haut-parleur ou en utilisant un signal sonore ou lumineux;
- 3 – procède de la même manière à une seconde sommation si la première est restée sans résultat.

**Article35** : La décision d'emploi de la force se traduit par une demande verbale aux forces civiles de sécurité et la délivrance d'une réquisition de l'autorité civile au Commandant des forces militaires de sécurité. Ce recours à la force n'implique pas obligatoirement l'emploi des armes.

**Article36** ; L'autorité habilitée à faire les sommations avant de disperser un attroupement par la force, annonce sa présence par une sonnerie de clairon ou à l'aide d'un haut-parleur.

## **SECTION 1 : DE L'USAGE DE LA FORCE SANS FORMALITES PREALABLES**

**Article37** : Le commandant d'une formation ayant reçu une mission de maintien de l'ordre public peut faire usage de la force sans formalités préalables dans les cas suivants :

- lorsque des violences ou voies de faits sont exercées contre son personnel ou autrui;
- lorsqu'il ne peut défendre autrement le terrain qu'il occupe ou le poste dont la garde lui est confiée.

## **CHAPITRE II : L'USAGE DE LA FORCE AVEC ARMES CONVENTIONNELLES**

### **SECTION 1 : DES FORMALITES**

**Article38** : L'emploi de la force ne peut comporter l'usage des armes que dans le cas d'une nécessité impérieuse lorsque la sécurité des forces de l'ordre est mise en péril ou que l'accomplissement de la mission est manifestement



compromis. Les violences ou voies de faits doivent être graves et généralisées.

**Article 39 :** lorsque l'autorité civile estime nécessaire d'autoriser l'usage des armes, elle délivre une nouvelle demande ou une réquisition complémentaire spéciale.

**Article 40 :** Les sommations sont faites normalement par l'autorité civile requérante ou par le Commissaire de Police ou l'officier de Police Judiciaire territorialement compétent, désigné par elle. Elles sont renouvelées pour l'exécution de chaque demande ou réquisition complémentaire spéciale.

**Article 41 :** L'officier de Police Judiciaire mandaté pour exécuter la sommation, ne peut être ni le Commandant de la formation requise ni en faire partie. Il doit, avant d'annoncer sa présence et d'exécuter les sommations, s'assurer que le Commandant de la formation requise a bien reçu de l'autorité civile responsable les notifications ou réquisitions permettant l'emploi de la force sans ou avec usage des armes.

## **SECTION 2 : DU RECOURS AUX ARMES ET MOYENS CONVENTIONNELS**

**Article 42 :** Les armes et moyens conventionnels sont ceux en dotation dans les unités.

Les forces de sécurité, lorsqu'elles ont besoin de moyens supplémentaires, en font la demande à l'autorité supérieure dont elles relèvent.

**Article 43 :** L'autorité habilitée à faire les sommations avant de disperser un attroupement par les armes, annonce sa présence par une sonnerie de clairon ou par un haut-parleur si possible.

**Article 44 :** Tout concours ou réquisition des unités d'interventions est suivi d'un compte rendu d'utilisation établi par l'autorité civile responsable.

## **DISPOSITIONS FINALES**

**Article 45 :** Dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre public, les forces de sécurité doivent privilégier le recours à des moyens non-violents avant de recourir à la force et éventuellement aux armes à feu.

Le recours à la force et aux armes à feu est soumis aux principes de légalité, de nécessité et de proportionnalité.



En cas d'utilisation d'armes à feu, le commandant de l'unité concernée doit, sans délai, faire un rapport sur l'incident aux supérieurs hiérarchiques.

**Article 46** : La présente Loi abroge toutes les dispositions antérieures contraires. Elle prend effet à compter de sa date de promulgation et sera enregistrée et publiée au journal officiel de la République de Guinée.